

POLICY COUNCILS TOWNHALLS

EXERCICES DE REFLEXION SUR L'AVENIR

NOTE D'INFORMATION

« *Des gouvernements adaptés aux soins au cœur du contrat social* »

EXERCICES DE REFLEXION SUR L'AVENIR

Les exercices de réflexion sur l'avenir, mandatés par les Conseils politiques de CGLU, sont un mécanisme pour **décliner le Pacte pour l'avenir**. Ils sont le point d'arrivée commun des Conseils politiques et des Town Halls actuels, s'appuyant sur les résultats des deux processus, le Congrès mondial de CGLU et le Séminaire de 2023. En même temps, ils sont un **point de départ commun** : ils représentent un espace de dialogue et de co-création dans lequel le leadership politique de CGLU, avec la société civile organisée et les partenaires articulés dans les Town Halls de CGLU, chercheront à atteindre des conclusions réelles et tangibles à travers des consultations tournées vers l'avenir autour de quatre points d'entrée pour déployer le Pacte pour l'avenir : **reconquérir les biens communs, redéfinir les finances, regagner la confiance et reconstruire l'architecture de la gouvernance**.

Les conclusions obtenues informeront les délibérations des instances statutaires de CGLU, contribuant ainsi au mandat politique du Pacte et à la feuille de route de notre Organisation mondiale. Ces délibérations éclaireront également la manière dont le Pacte pour l'avenir contribue à la révision de l'Agenda 2030 par l'Assemblée générale des Nations unies lors du Sommet sur les ODD, ainsi qu'au Sommet du futur de 2024, qui s'appuiera sur « Notre programme commun » du Secrétaire général et y contribuera.

Veillez accéder à la réunion [en cliquant ici](#).

ID de la réunion : 4852 4816 1182

Code d'accès : 873050

1. MISE EN SITUATION

L'escalade des conflits entre et à l'intérieur des pays nous rappelle tristement que l'architecture actuelle de la gouvernance mondiale doit être remise en question. Les institutions qui ont soutenu l'ordre mondial actuel font face à de nombreux défis et le contexte de polycrise a submergé nos systèmes sanitaires, sociaux et gouvernementaux. L'ordre financier actuel ne fonctionne pas pour les pays à faible revenu en situation de surendettement.

Le Programme commun du secrétaire général des Nations unies appelle à la nécessité de **renouveler le contrat social entre les gouvernements et leur population et au sein des sociétés**. Ce contrat social renouvelé trouve son origine parmi les gouvernements locaux et régionaux.

Le Programme commun appelle à une mise à jour des accords de gouvernance pour protéger les biens communs, fournir des biens publics et ouvrir une nouvelle ère de protection sociale universelle (santé, éducation, compétences, travail décent, logement et droits numériques). Toutes les sphères de gouvernement devraient être impliquées dans la protection des intérêts des générations futures et la nouvelle architecture gouvernementale devrait être en mesure de comprendre et évaluer l'avenir. À une époque où les crises s'accumulent, toutes les sphères publiques doivent être prêtes à répondre à des crises mondiales complexes.

Comme l'a indiqué María Fernanda Espinosa, présidente de la 73e Assemblée générale des Nations unies et membre du comité de rédaction du Pacte pour l'avenir de CGLU, lors de la première session de ce processus:

« Il y a une grande différence entre "gouvernement" et "pouvoir". Transformer l'architecture de la gouvernance signifie avoir le pouvoir de changer et d'agir. Nous devons relever le défi de transformer les bureaucraties et de former des citoyens autonomes et informés. Récupérer le pouvoir, c'est plus qu'occuper un siège à la table. Cela signifie revitaliser la citoyenneté et développer des communautés autonomes et critiques... non seulement pour s'adresser au pouvoir local, mais aussi pour s'engager dans les questions mondiales. Nous devons réfléchir à la manière de combler le fossé entre les gouvernements et le pouvoir de transformation. Nous devons parler du partage du pouvoir d'une manière authentique, afin de démocratiser véritablement le pouvoir. »

Nous avons besoin d'une reconnaissance plus large de ce qu'implique la légitimité démocratique. Nous appellerons au développement d'une nouvelle culture de gouvernance démocratique d'urgence. Nous renforcerons les institutions publiques et soulignerons la nécessité d'un leadership féministe et d'un partage du pouvoir à tous les niveaux de gouvernement. Notre collectif contribuera au renouveau du multilatéralisme par un engagement

significatif dans les agendas mondiaux et une représentation solide dans les organes de décision.

L'exercice de réflexion sur l'avenir comprend l'appel à la reconstruction de l'architecture de gouvernance comme la nécessité de donner un nouvel élan à la décentralisation et à la subsidiarité dotées de ressources suffisantes, ainsi qu'à la participation civique active et informée. Promouvoir une gouvernance multi-niveaux inclusive, participative, responsable et redevable menant à une action globale. Protéger et promouvoir toutes les institutions publiques, garantir l'intégrité du système judiciaire et l'égalité d'accès pour toutes et tous les citoyen·ne·s.

La reconstruction de l'architecture de la gouvernance appelle à garantir un partenariat égal entre les institutions et les personnes que les gouvernements locaux et régionaux représentent, à renforcer les systèmes de protection sociale et à construire une solidarité avec les jeunes générations. L'architecture de gouvernance renouvelée que nous envisageons nécessite une représentation politique renouvelée et renforcée pour les jeunes, les femmes et les groupes sous-représentés. Elle impliquera toutes les parties prenantes dans l'avenir du travail, au-delà de la législation et de l'offre d'emplois, en reconnaissant la notion de temps comme une monnaie et son manque de disponibilité comme une forme d'exclusion à laquelle il faut remédier.

Les gouvernements nationaux organisent des silos et il est grand temps de redéfinir la souveraineté et de développer une souveraineté partagée. Nous devons construire un système multilatéral plus représentatif, au-delà des modèles westphaliens, afin de garantir une gouvernance renouvelée qui renforce la confiance mutuelle et protège nos biens communs. Nous avons besoin non seulement d'un siège à la table, mais aussi de redéfinir la table.

Le Pacte pour l'avenir de CGLU est conçu comme un outil permettant de libérer le dialogue et la gouvernance multi-niveaux, en catalysant la traduction du "pouvoir du nous" dans la réalité, le pouvoir de transformation des gouvernements locaux et régionaux.

L'exercice de transformation de l'architecture de la gouvernance mondiale vise également à garantir la fourniture de biens publics mondiaux, à rétablir la confiance entre les communautés et les institutions qui les représentent, et à déterminer comment l'architecture financière mondiale devra être transformée pour financer les objectifs mondiaux.

Le travail des exercices de réflexion sur l'avenir, et en particulier de l'exercice sur le renouvellement de la gouvernance, est d'informer les processus mondiaux, d'influencer la conversation en cours sur la réforme des Nations unies, non seulement à l'intérieur des murs des Nations unies, mais aussi avec un éventail plus large d'acteurs, les peuples autochtones, afin de réorganiser l'architecture de nos systèmes de gouvernance.

2. DONNEES CLES ET DÉFIS

Le changement de vitesse et d'échelle requis pour atteindre les ODD exige une transformation des institutions publiques et des engagements renouvelés de la part des dirigeant·e·s politiques. La transformation de l'architecture de gouvernance mondiale exige le développement d'un nouvel environnement législatif qui tienne compte de toutes les parties prenantes et qui intègre un dialogue avec la société civile, ainsi que la transformation des modes de prise de décisions.

Cette transformation nécessite des décisions audacieuses, le transfert de ressources d'un secteur à l'autre, la création d'un nouvel environnement réglementaire, le développement de la prochaine génération de services publics, la mise en place de systèmes de soins, le déploiement approprié des nouvelles technologies et la garantie des droits numériques, la promotion de perspectives holistiques à plus long terme, la mobilisation d'un large éventail d'acteurs et la capacité à faire avancer des changements transformateurs tout en renforçant la confiance et la cohésion sociale.

Dans l'état actuel des choses, ce sont les gouvernements nationaux qui décident de la répartition des pouvoirs et des responsabilités. Un principe directeur important est celui de la subsidiarité, selon lequel les fonctions qui sont exercées efficacement par des gouvernements infranationaux ou locaux leur reviennent de manière plus appropriée qu'à un niveau de gouvernement supérieur.

La nouvelle architecture de gouvernance doit également permettre aux gouvernements d'être plus dignes de confiance et d'accroître la confiance entre les institutions publiques et les citoyen·ne·s. Comprendre les moteurs de la confiance est une entreprise complexe, mais il existe un consensus général sur le fait que la confiance dans les institutions publiques dépend de la compétence perçue des institutions ainsi que de leurs valeurs et de leur communication ; les communautés ont besoin de voir que leurs gouvernements sont à l'écoute de leurs besoins.

Le renouvellement de la gouvernance doit s'attaquer à l'érosion continue des droits humains, provoquée par l'accroissement des inégalités tant à l'intérieur des pays qu'entre eux, sous l'effet de la pandémie de COVID-19. L'augmentation de la pauvreté et les pertes massives d'emplois et de revenus nécessitent des mécanismes de prise de décisions renouvelés, impliquant toutes les parties prenantes pour garantir la réalisation des objectifs.

Voici quelques-uns des défis auxquels la nouvelle architecture de gouvernance est confrontée :

- La censure gouvernementale et les limites à la liberté d'expression constituent une violation humaine qui érode continuellement les relations entre les communautés et les institutions.
- Dans le même ordre d'idées, la prolifération des fausses nouvelles est également un facteur de la crise de confiance croissante, qui est liée à l'érosion des relations entre les communautés et leurs gouvernements.
- Malgré les efforts du système multilatéral, les guerres subsistent et les tensions continuent de croître, ce qui remet en question la légitimité du système multilatéral dans la construction de la paix.
- Les violations des droits humains se produisent au niveau numérique, et la technologie est souvent considérée comme un obstacle aux droits humains pour toutes et tous.

3. QUESTIONS GÉNÉRALES D'ORIENTATION

- Quels sont les nouveaux essentiels, les droits et les services publics que notre collectif doit protéger, renforcer et promouvoir en collaboration avec l'ensemble de la société ?
- Quel soutien et quelles transformations devons-nous exiger du système international pour que le multilatéralisme de demain permette la réussite de notre stratégie commune ?
- En ce qui concerne la nouvelle structure de gouvernance, quel est l'objectif de la prise de décisions ? À quoi ressemble la nouvelle structure de pouvoir ?
- Comment les gouvernements locaux et régionaux, ainsi que les autres parties prenantes, peuvent-ils être mieux associés aux décisions prises au niveau international afin d'éviter que les tensions ne dégénèrent en violence ?

4. ORDRE DU JOUR

INTRODUCTION

Secrétariat mondial de CGLU

CONSULTATION INTERACTIVE

Secrétariat mondial de CGLU

POINT D'ENTRÉE

Daniel Perell, coprésident de la coalition pour l'ONU dont nous avons besoin

Pefi Kingi, point focal régional pour les migrations dans le Pacifique, conseillère UBUNTU de CGLU

CONTRIBUTIONS

Philipp Rode, directeur, LSE-Cities

Fernando Gray, maire d'Esteban Echeverría, vice-président de CGLU pour l'Amérique latine

Lucy Slack, secrétaire générale, CLGF

Asier Aranbarri, directeur de l'innovation sociale, secrétariat général de la transition sociale et de l'Agenda 2030, gouvernement basque.

IN FOCUS

Karishma Rajoo, directrice générale des programmes, ACCORD

AGORA

Facilité par Viviane Ogou, Caucus des Jeunes de CGLU

Paulo Illes, coordinateur des migrations du gouvernement brésilien

Gabriela Cuevas, Comité de pilotage CSU2030

5. RESSOURCES COMPLÉMENTAIRES

- UCLG, KNOW (2022). 09. Commoning. *Les trajectoires de l'égalité urbaine et territoriale : lutter contre les inégalités grâce à des stratégies de transformation locales*. GOLD VI. <https://www.goldvi.uclg.org/en/democratizing>
- TownHalls de CGLU (2022). "Document d'orientation sur la confiance et le gouvernement"
https://decidimuclg.s3.amazonaws.com/uploads/decidim/attachment/file/4288/T_H_PP_Trust_Government.pdf
- CGLU (2022). Le Pacte pour l'avenir de l'humanité
https://www.uclg.org/sites/default/files/uclgpactforthe_future.pdf
- ONU (2022) Rapport du Secrétaire général sur "Notre programme commun"
<https://www.un.org/en/content/common-agenda-report/>